Extrait du Rencontres Sociales

http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article1508

Marché(s)

- Édito -

Date de mise en ligne : jeudi 6 mai 2010

Description :

Ce qui frappe dans les textes sur la crise grecque que nous publions dans la mise à jour du Dossier RS Crise grecque et l'Europe , c'est l'usage systématique du mot "les marchés" pour parler des institutions financières et des spéculateurs qui aujourd'hui comme hier, profitant ...

Rencontres Sociales

Ce qui frappe dans les textes sur la crise grecque que nous publions dans la mise à jour du Dossier RS Crise grecque et l'Europe , c'est l'usage systématique du mot "les marchés" pour parler des institutions financières et des spéculateurs qui aujourd'hui comme hier, profitant ...

... du refus des Etats et des Organisations internationales de réguler en profondeur les débordements financiers, attaquent la République hellène et s'annoncent sur les fronts espagnols et portugais. En disant "les marchés" on crée la fiction d'une force échappant à la volonté de quiconque, une réalité inéluctable, un fonctionnement naturel. Et ces "marchés" de l'argent tendent à étouffer tous les autres.

En Grèce on fait peser sur les salariés et pensionnés le coût de la crise sans s'attaquer à aux responsables de celle-ci, et l'on sauve en priorité des banques pour la plupart des filiales d'établissements européens. Jean-François Coppé laisse apparaître le bout de son oreille en disant que tout compte fait les mesures antisociales grecques serait un modèle pour ce que nous serions selon lui, amenés à faire en France. Tout cela est bien inquiétant.

Autre mésusage du mot "marché" la prolifération des appels d'offres et marchés dit "publics". Nous évoquions la question dans le dernier "Edito" à propos de l'appel de Récit. De plus en plus ces procédures s'imposent à nos entreprises d'Economie sociale. La plus value sociale de celles-ci pèse peu dans ces "sélections" où le "moins disant" domine, au détriment de la qualité des services et de la réponse aux besoins réels des publics.
On justifie cela par la concurrence non-faussée et la transparence. Ce faisant on écarte les démarches qualitative et des entreprises qui ne peuvent pas se permettre des régulations de leur activité par le volume global de leurs interventions. Et en fait de transparence on laisse libre cours au dumping d'affamés prêts à tout et/ou de structures suffisamment fortes pour assurer, elles, une compensation.

Nous sommes loin du "marché social" que nous voulons, avec d'autres, promouvoir en plaçant la personne, le salarié, le citoyen, au coeur de toute démarche, de toute coopération.

Des réflexions, des débats sont engagés, ou vont s'engager, dans la perspective d'un changement profond d'orientation par rapport à celles qui prévalent aujourd'hui. D'autres logiques sont possibles : elles supposent un important travail en commun ; ceux qui sont prêts à s'y engager sont plus nombreux qu'on ne croit.

Copyright © Rencontres Sociales